PRÉFET
DE CORSE
Liberté
Égalité
Fraternité

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

Décision d'examen au cas par cas n°009951/KK P du 22 décembre 2025 relative au projet de défrichement en vue d'une ouverture de parcours pour bovin, sur le territoire de la commune d'ECCICA SUARELLA, en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement

**Le préfet de Corse,
Chevalier de la légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite**

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 modifiée, concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3-1 ;

Vu le décret du Président de la République du 23 juillet 2025 portant nomination du préfet de Corse, préfet de la Corse-du-Sud – M. Eric JALON ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 avril 2023 nommant Monsieur Jean-François BOYER, ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts, en qualité de directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Corse à compter du 15 mai 2023 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° R20-2025-08-27-0006 du 27 août 2025 portant délégation de signature à Monsieur Jean-François BOYER, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Corse ;

Vu l'arrêté préfectoral n° R20-2025-08-28-00001 du 28 août 2025 portant subdélégation de signature à des agents de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Corse ;

Vu la demande d'examen au cas par cas, préalable au projet de défrichement en vue d'une ouverture de parcours pour bovin, présentée le 04 décembre 2025 par la SCEA A TINTENNA représentée par M. Stéphane SCAPULA ;

Considérant la nature du projet qui consiste en un défrichement sur une surface d'environ 5.95 ha, en vue d'une ouverture de parcours pour bovin, sur les parcelles cadastrées C n° 205 – 208 – 209 – 290 – 291 – 350 – 351 - 354, sur le territoire de la commune d'ECCICA SUARELLA ;

Considérant que le projet relève de la rubrique n° 47 b) « *Autres déboisements en vue de la reconversion des sols, portant sur une superficie totale, même fragmentée, de plus de 0,5 hectare »* du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement ;

Considérant la localisation du projet :

- Au sein d'un Espace Stratégique Agricole (ESA) défini au PADDUC ;
- Au sein d'une aire « noyau de population » pour la Tortue d'Hermann ;
- En dehors de toute ZNIEFF et tout site NATURA 2000 ;

Considérant que le défrichement sera réalisé hors période printanière pour une durée d'environ 4 ans avec l'accompagnement de l'Office du Développement Agricole et Rural de Corse (ODARC), de manière à limiter les incidences sur la faune et la flore, notamment la Tortue d'Hermann ;

Considérant que le pétitionnaire s'engage à être accompagné si nécessaire par la Chambre d'Agriculture de Région (CRA) et le Centre National de la Propriété Forestière (CNPF) ;

Considérant que les parcelles concernées par le projet sont d'anciennes terres agricoles ;

Considérant que les déchets verts seront broyés et laissés sur place ;

Considérant l'absence de terrassement et l'absence d'aménagement ;

Considérant les mesures d'évitement et de réduction décrites au point 6.5 du formulaire CERFA de demande d'examen au cas par cas ;

Considérant qu'au regard des données disponibles, le projet n'apparaît pas susceptible d'impacter significativement la biodiversité sur les terrains concernés ;

Considérant que :

- Tout pétitionnaire doit s'assurer avant d'entreprendre ses travaux, de l'absence d'espèces protégées ;
- En cas de présence, il doit éviter tout impact en ajustant ses modalités d'intervention ;
- Enfin, les éventuels impacts résiduels doivent être soumis aux conclusions d'une demande de dérogation relative à l'interdiction de destruction d'espèces protégées en application des articles L. 411-1 et L. 411-2 du code de l'environnement ;

Considérant que, au regard de l'ensemble des éléments fournis par le pétitionnaire et des connaissances disponibles à ce stade, le projet n'est pas susceptible d'avoir des impacts notables sur l'environnement ;

Sur proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement

DÉCIDE

Article 1er – Le projet de défrichement en vue d'une ouverture de parcours pour bovin, sur le territoire de la commune d'ECCICA SUARELLA, faisant l'objet de la présente décision n'est pas soumis à étude d'impact, en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 2 – La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3 – La présente décision est publiée sur le site internet de l'autorité environnementale.

Article 4 – Le secrétaire général pour les affaires de Corse et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Corse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Pour le préfet et par subdélégation du directeur,
L'adjoint à la cheffe du service biodiversité, évaluation et paysages,

Bertrand CAGNEAUX
bertrand.cagneaux

Voies et délais de recours

— Recours administratif préalable obligatoire : à adresser à monsieur le préfet de Corse, Palais Lantivy, BP 401 - 20188 Ajaccio Cedex 1. Ce recours doit être obligatoirement introduit avant tout recours contentieux sous peine d'irrecevabilité de ce dernier. Formé dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision, il a pour effet de proroger le délai de recours contentieux.
— Recours contentieux : à adresser au Tribunal administratif de Bastia, Villa Montepiano - 20 407 BASTIA. Le Tribunal administratif de Bastia peut également être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site www.telerecours.fr. Le recours contentieux peut être introduit dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours administratif préalable obligatoire.